

Cercle 2
Working document 03**NOTE**

du	Secrétariat
au	"Cercle de discussion" sur la procédure budgétaire
Objet :	Note descriptive sur la procédure budgétaire

1. Les grandes étapes de la procédure

L'art 272 du traité CE organise le déroulement de la procédure budgétaire, en définissant l'enchaînement automatique de différentes étapes dans des délais fixes que l'Autorité Budgétaire - constituée de deux branches, le Conseil et le Parlement européen - doit impérativement respecter.

La procédure budgétaire, telle qu'elle est définie par le Traité, s'étend ainsi du 1er septembre au 31 décembre de l'année précédant l'exercice en cause. Dans la pratique, un calendrier "pragmatique" a été convenu entre les trois institutions, depuis 1977, et le déroulement des différentes phases de la procédure est désormais le suivant :

a) L'élaboration de l'avant-projet de budget (APB) par la Commission et la transmission à l'Autorité budgétaire le 15 juin au plus tard

Après un débat d'orientation en cadre interne qui permet de définir les grandes priorités politiques et budgétaires pour l'exercice à venir, la Commission établit son "état prévisionnel" en collectant les demandes de l'ensemble des services dépensiers et en procédant aux arbitrages internes. Elle

tient également compte des conclusions d'un "Trilogue" entre les trois institutions sur les priorités budgétaires. Elle reçoit d'autre part les "états prévisionnels" des autres institutions, et regroupe le tout dans un avant-projet de budget (APB), qui constitue la prévision globale des recettes et des dépenses pour l'exercice à venir. Ce document est adopté par le collège début mai, et transmis à l'autorité budgétaire dans toutes les langues de la Communauté le 15 juin au plus tard.

Généralement, la Commission présente une lettre rectificative "ad hoc" fin octobre afin d'actualiser les prévisions de dépenses agricoles et d'accords de pêche internationaux.

L'APB peut être ultérieurement modifié par la Commission par voie de lettre rectificative, pour tenir compte d'éléments nouveaux qui n'étaient pas connus au moment de son établissement.

b) L'établissement du projet de budget par le Conseil

Le Conseil procède à sa première lecture, et adopte avant le 31 juillet, sur la base de l'APB et après concertation avec une délégation du Parlement, un projet de budget qu'il transmet au Parlement dans la première quinzaine de septembre. En marge de cette lecture se déroule la procédure de concertation ad hoc sur les dépenses obligatoires à inscrire au budget, qui donne lieu préalablement à un "Trilogue" entre les institutions vers la fin du mois de juin ou début juillet.

c) La première lecture du Parlement

Après un nouveau "Trilogue" à la mi-octobre, axé sur les questions pendantes concernant le futur budget et l'exécution du budget actuel, le Parlement, sur base du projet du Conseil, procède à sa première lecture dans le courant du mois d'octobre; les amendements portant sur les DNO sont votés à la majorité des membres. Des propositions de modifications portant sur les DO sont votées à la majorité absolue des suffrages exprimés, lorsqu'un accord sur le montant de ces dépenses n'a pu être trouvé lors de la concertation ad hoc.

d) La deuxième lecture du Conseil

Le Conseil effectue cette deuxième lecture pendant la troisième semaine de novembre, après une concertation avec une délégation du Parlement européen qui a été préparée par un quatrième

"Trilogue" à la mi-novembre afin d'examiner la lettre rectificative de fin octobre et toutes les autres questions pendantes. Le projet de budget peut être modifié en fonction des amendements (portant sur les DNO) ou des propositions de modifications (portant sur les DO) votés par le Parlement. Les résultats des délibérations du Conseil en deuxième lecture sur les dépenses obligatoires conduisent normalement à la fixation de leurs montants définitifs: le Conseil exerce en effet, sauf rejet global ultérieur par le Parlement, le "dernier mot" sur cette catégorie de dépenses. Le projet de budget amendé puis modifié est de nouveau transmis au Parlement vers le 22 novembre.

e) La deuxième lecture du Parlement et l'arrêt du budget

Le Conseil ayant déjà exprimé son dernier mot sur les dépenses obligatoires, le Parlement consacrera principalement la session plénière de décembre à l'examen des dépenses non obligatoires, pour lesquelles il peut accepter ou refuser les propositions du Conseil.

Le Parlement, statuant à la majorité de ses membres et des trois cinquièmes des suffrages exprimés arrête alors le budget. L'arrêt est constaté par le Président du Parlement, et le budget devient exécutoire.

Le Parlement européen peut également, pour d'importantes raisons, refuser le projet de budget à la majorité et aux deux-tiers des suffrages exprimés.

2. Les budgets rectificatifs et supplémentaires

En cas de circonstances inévitables, exceptionnelles ou imprévues, la Commission peut être amenée à proposer en cours d'exercice la modification du budget voté, sous la forme d'avants-projets de budgets rectificatifs et/ou supplémentaires. Il est également fait recours à un budget rectificatif pour inscrire au budget de l'exercice en cours le solde de l'exercice précédent.

Ces BRS sont soumis aux mêmes règles de procédure que le budget général.